

Mémoire du Royalisme 1/8 au XIX^{ème} siècle

Il est bon que Philippe Lallement rappelle les circonstances dans lesquelles, après 1870, alors que tout semblait tendre au rétablissement de la Monarchie, ce fut, en fin de compte, la République qui fut établie.

Chaque élection voit toute la classe politique et tous les gogos et les nantis et les profiteurs... trembler à l'idée que la République est en danger, n'est-ce pas autant d'occasion de rappeler à tout ce vilain monde que la République n'est pas la France ?

De quel droit nous oblige-t-on à encenser cette République à qui nous devons, depuis deux siècles, la plupart de nos malheurs ? Les deux millions de morts des guerres civiles et militaires de la Révolution et du Premier l'Empire... les quinze cents mille morts ou grands mutilés de 14/18... et la défaite, l'invasion, les deux millions de prisonniers et les peurs et la faim de notre enfance ?

Cette République à qui nous devons les horreurs de l'Épuration, aux heures sombres où les républicains, responsables de la Défaite, revenus dans les fourgons de l'Étranger, ont repris le pouvoir ? ... Quatrième, cinquième république, toutes plus nocives les unes que les autres... C'est Dien-Bien-Phu et le malheur de l'Indochine française, ce sont les accords d'Évian et les Pieds-noirs sacrifiés, les Harkis trahis et massacrés et quarante ans de malheurs, déjà, et ce n'est pas fini, pour cette Algérie, jadis française et heureuse...

Ne parlons pas de la décadence des mœurs, de la crétinisation des esprits, de l'avilissement des "élites" politiques, littéraires et artistiques, de la déchéance du système éducatif, de l'omnipotence des pouvoirs financiers, du mercantilisme, de la chienlit généralisée...

Oui, il est temps, il est grand temps que les Français fassent les comptes ; il est temps, et n'est-il pas déjà trop tard pour les Français de revendiquer le droit de n'être pas républicains ?

Et pourquoi un Français, un bon Français, ne serait-il pas partisan d'un autre régime politique ? Pourquoi n'aurait-il pas le droit de vouloir substituer à ce régime, qui a donné tant de preuves de son incapacité, un autre régime ?

Est-ce si monstrueux que de vouloir autre chose ? Un roi ? Un empereur ? Que sais-je ? Pas si monstrueux que cela, sinon comment osons-nous fréquenter la plupart de nos partenaires européens, pour ne parler que de ceux-ci : Angleterre, Espagne, Hollande, Suède, Norvège, Belgique, Luxembourg... ? En voilà des affreux qui n'ont pas honte de vivre dans des pays qui ne sont pas en république !

Et pourquoi la France est-elle en république ? et comment y est-elle entrée, en république ? Était-ce inéluctable ? Autre chose n'était-il pas possible ?

On nous rebat les oreilles de cette nouvelle obligation que nous devons, paraît-il, assumer : le devoir de mémoire. Eh bien, parlons-en ! La mémoire de la France n'est pas exclusivement républicaine, loin de là. La République est survenue comme par accident dans le déroulement de notre destinée politique. Nous sommes entrés en république par inadvertance ; pourquoi ne pas en sortir, un jour ou l'autre, par réflexion et détermination motivée ?

Bernard Poyet



En 1883 s'éteignit le chef de la maison de France. Le comte de Chambord (1) étant mort sans enfant, la succession dynastique passait à la branche cadette. L'aîné des Bourbon-Orléans succédait au dernier Bourbon-Artois. Le comte de Paris (2), devenait à son tour chef de la maison de France.

La division royaliste

Le comte de Paris – le petit-fils du roi Louis-Philippe (3) –, succédait au comte de Chambord le petit-fils du roi Charles X (4).

Pour comprendre l'événement, il faut remonter la chaîne du temps et revenir à "l'usurpation" de 1830. Depuis Louis-Philippe, les royalistes étaient divisés en deux camps idéologiques.

Les légitimistes défendaient le contre-modèle de société traditionnelle élaborée par Maistre (5) et Bonald (6). Face à la centralisation jacobine ils souhaitaient un retour au corporatisme dans le respect de l'entité familiale. Pour eux la société se développait comme un organisme vivant où l'être humain était soumis à un ordre le dépassant, issu de l'histoire pour Bonald et divin pour Maistre. Les légitimistes défendaient les droits dynastiques des Bourbon-Artois (7) avec Charles X et le comte de Chambord, sur l'ordre duquel, depuis 1850, ils vivaient retirés de la politique.

Les orléanistes étaient les héritiers idéologiques de Jean-Joseph Mounier et des monarchiens, premiers partisans d'une monarchie constitutionnelle, à l'image du régime anglais. Ils étaient puissants dans les affaires et les académies, prônaient une vision libérale de la France, proche de Benjamin Constant (8), de François Guizot (9). Ils considéraient que la société égalitaire issue de 1789 était gouvernable par la monarchie, au travers les classes moyennes. Ils mettaient en avant les bienfaits de la Monarchie de Juillet et donc la branche cadette des Bourbon-Orléans dont le chef de famille était le comte de Paris, entouré de ses oncles Nemours, Joinville et surtout Aumale.

Cette division avait perduré durant l'éphémère IIe République de 1848 et le second Empire. Les Bourbon-Artois étaient exilés en Autriche et les Bourbon-Orléans en Angleterre.

République de Gambetta

Puis en 1870 Napoléon III avait accéléré la roue de l'histoire en déclarant la guerre à la Prusse. En six semaines il la perdait devant Sedan. À Paris les républicains profitaient de cette défaite militaire. Derrière Auguste Blanqui, 300 conspirateurs "rouges" chassaient l'impératrice des Tuileries et investissaient la chambre des députés. Pourtant cette avant-garde conspiratrice d'une république égalitaire et athée, s'y faisait évincer par Léon Gambetta et Jules Favre. La roue de l'histoire tournait ; et Gambetta imposait en septembre 1870 un gouvernement dans la filiation jacobine de 1793. Les Prussiens venaient de faire cadeau à la France d'une république (Frederich Engels). Pour imposer au reste du pays cette IIIème République, Gambetta devait reprendre la guerre à outrance et installer des cadres républicains dans le corps préfectoral de province. Il reprit donc la guerre contre une Allemagne qui subitement n'était plus cette nation civilisée, protestante et philosophe mais une Allemagne gothique, féodale et militaire.

Rapidement Paris se trouvait assiégé, tandis que Gambetta replié à Tours levait une armée de secours. Alors qu'à Paris Blanqui cherchait vainement à imposer le drapeau rouge de 1848 contre "le bleu-blanc-rouge de Louis XVI", c'est sous ces trois couleurs que les provinciaux de l'armée de la Loire tentaient de dégager la capitale. Les légitimistes de Cathelineau et Charrette, constituaient deux corps d'armée se battant héroïquement aux avant-gardes des armées françaises. En janvier 1871 le comte de Paris avait réclamé sans succès sa place parmi les défenseurs de Paris et bien que les Orléans, se voient interdire par Gambetta de servir le drapeau français, le prince de Joinville et le duc de Chartres (10), parvenaient à combattre incognito. Bientôt Gambetta repliait le gouvernement sur Bordeaux tandis que les blanquistes agitaient la capitale. En cinq mois les Républicains perdaient la reprise de la guerre et leur crédibilité tandis que les Prussiens déclaraient l'unité allemande en proclamant Guillaume Ier empereur dans le château de Versailles.



Retour des légitimistes

Le chancelier Bismarck qui voulait imposer à la France une république, « *la plus rouge possible* », faisait à son tour tourner la roue de l'histoire en exigeant l'élection de députés pour signer la paix. Le 8 février 1871 Paris vota la guerre à outrance et la province vota la paix à tout prix. Le peuple français déçu de l'Empire et de la République avait soudainement élu une Assemblée nationale avec une très large majorité de députés royalistes (11). Le prince de Joinville et le duc d'Aumale se faisaient élire (12), mais la nouveauté du scrutin c'était le retour en force des légitimistes écartés du pouvoir depuis plus de quarante années. Persuadé que l'Histoire avait un sens, Karl Marx jugea avec amertume que « *la roue de l'histoire avait visiblement tourné à l'envers* ». Le suffrage universel au service du roi !

La nouvelle Assemblée se réunit à Bordeaux le 12 février mais à cet instant favorable, au lieu de restaurer la monarchie sur l'heure (comme en 1814), le légitimiste Falloux expliqua qu'on ne pouvait ramener dans Paris le comte de Chambord tant que les troupes étrangères campaient en France. Les députés légitimistes ne recevant aucune directive du Prince considérèrent qu'il n'avait pas à assumer la défaite de Gambetta ; cette honte revenant aux républicains. Ils crurent habile de laisser à un régime républicain de transition la signature d'une paix mutilant le territoire. Cette Assemblée de royalistes divisés ajourna la restauration et paradoxalement porta à sa présidence le républicain Jules Grévy. Elle nomma Adolphe Thiers chef du pouvoir exécutif. Thiers dissuada l'Assemblée de mettre en discussion le régime futur (République ou Monarchie). Il choisit ses ministres parmi les républicains modérés, pourtant très minoritaires, car il avait secrètement choisi la République. De leur côté, les légitimistes décidaient d'attendre la cession du 20 mars à Versailles pour réfléchir aux modalités de restauration et organiser leur action.

La République rouge

Cependant, exaspéré par un long siège prussien, le Paris national-populiste des faubourgs artisanaux et manufacturiers s'agitait de plus belle. Le 18 mars Thiers fit afficher dans Paris un appel à sauver la République de l'anarchie "rouge". Il

chercha vainement à s'emparer des canons des émeutiers et il fut contraint de préparer en hâte un repli sur Le Mans. Le surlendemain à Versailles, la majorité refusait d'adjoindre les mots "Vive la République" à la proclamation d'ouverture de l'Assemblée nationale. Le 23 elle décrétait la levée d'un bataillon pour marcher sur Paris.

Le prestige de Thiers était entamé et certains députés envisageaient de donner le pouvoir au duc d'Aumale. Face au drapeau rouge, Aumale ne représentait-il pas le meilleur garant du drapeau tricolore ? Le député Estancelin se rendit à Dreux où il lui proposa de se présenter devant l'assemblée, de demander la parole pour la validation de son élection et de se proposer pour commander les troupes contre la Commune, car « *Celui qui vaincra l'insurrection et prendra Paris sera chef du gouvernement et maître de la France* ». Le duc d'Aumale préféra ne pas avoir de sang français sur les mains et refusa de commander une armée contre les parisiens puisqu'il n'avait pu en commander une contre les Prussiens.

La capitale s'insurgea pendant dix semaines. La "Commune", fut un mélange d'idéologie sansculote et de blanquisme, socialisme français national combinant méthodes d'insurrection avec patriotisme extrême (Léon Trotski). Sous la poussée de blanquistes comme Eudes où Gustave Tridon, la Commune devint Révolution. Elle instituait le drapeau rouge et le calendrier révolutionnaire ; elle pratiquait la fusillade d'otages, les incendies et l'anti-christianisme forcené. Cela permettait à Thiers d'affermir son gouvernement en rétablissant militairement l'ordre républicain. Il organisa le massacre de plus de 10.000 étudiants, petits artisans et commerçants influencés par les idées proudhoniennes d'autonomie et de fédération. La preuve était maintenant faite que la République pouvait garantir l'ordre social. Finalement les républicains sortaient renforcés de cette guerre civile qui avait laissé les royalistes en spectateurs attentistes.

La République de Thiers

Pour couvrir les indemnités de guerre, les royalistes suggérèrent l'impôt sur le revenu tandis que Thiers imposait l'appel à l'épargne, plus avantageux pour les banques. C'est de l'emprunt de 1871 que date le ralliement du monde de la finance à la



République (Jean Bouvier). À mi 1871 plusieurs députés républicains modérés étaient ouverts à une "république princière" et Thiers décida donc d'utiliser l'ambiguïté d'Aumale et du drapeau tricolore comme pomme de discorde entre légitimistes et orléanistes. Lorsque le Comte de Paris revint en France le 1er juillet, il prévint Thiers qu'il se rendrait le lendemain à Bruges rencontrer le comte de Chambord. Il était trop tard car le Prétendant exécutait déjà un projet différent. Le 2 juillet il débarquait incognito gare du nord en indiquant qu'il rencontrerait le comte de Paris seulement après avoir fait connaître à la France sa pensée. Inquiets, les légitimistes essayèrent d'intervenir, mais, le 5 juillet, Henri V déclara n'accepter de régner qu'à la condition que le drapeau tricolore fût abandonné au profit du drapeau blanc. Puis il repartit en Autriche.

La tactique de Thiers triomphait et, en août 1871, il fit voter, aux royalistes divisés, une loi lui donnant le titre de Président de la République. Dans la foulée les républicains remportaient les élections départementales d'octobre. En 1872 Gambetta entreprenait une nouvelle forme de propagande avec son "tour de France" ; Thiers lançait un second emprunt et en novembre 1872 il dévoilait son jeu : « *la République existe ; elle est le gouvernement légal du pays. Vouloir autre chose serait une nouvelle révolution* ». Thiers, quoiqu'ancien ministre de Louis-Philippe, voulait une République conservatrice dont il serait le Président.

C'est pourquoi en mai 1873, les orléanistes réagirent. Le duc de Broglie organisa derrière lui toutes les forces monarchistes et monta un plan pour remplacer Thiers par Aumale. Impossible ! lui rétorquèrent les légitimistes qui savaient par le général Ducrot que le comte de Chambord restait opposé à toute solution "Aumale". De Broglie imagina alors un second scénario. Il mena progressivement son attaque avec 302 députés, puis 315, ensuite 360 pour obtenir la démission de Thiers et enfin 391 pour élire à sa place le maréchal de Mac-Mahon (13) qui se laissait dire légitimiste. Par ce coup de force légal et l'union royaliste, tout était à nouveau possible.

(à suivre) **Philippe Lallement**

1. Henri V, comte de Chambord (1820-1883)
2. Philippe VII, Louis-Philippe, comte de Paris (1838-1894)
3. Louis-Philippe 1er, roi des Français (1773-1850).
4. Charles X, roi de France (1757-1836).
5. Joseph de Maistre (1753-1821), savoyard sujet du roi de Piémont Sardaigne, franc-maçon à l'origine a écrit plusieurs ouvrages, comme les **CONSIDÉRATIONS SUR LA FRANCE (1796), DU PAPE, SOIRÉES DE SAINT-PÉTERSBOURG.**
6. Louis de Bonald (1754-1840), petit noble du Sud-Ouest a émigré en 1791. Député ultra sous la Restauration, il a écrit plusieurs ouvrages, dont la **THÉORIE DU POUVOIR POLITIQUE ET RELIGIEUX**, publié dès 1796.
7. Charles X avait abdiqué en faveur de son petit-fils Henri V et son fils aîné le duc d'Angoulême également. Seuls les légitimistes les plus conservateurs, groupés autour de O'Mahony et le journal **LA FRANCE** considérèrent cette abdication comme nulle et reconnurent le duc d'Angoulême sous le nom de Louis XIX à la mort de Charles X.
8. Benjamin Constant (1767-1830), chef du parti libéral sous la Restauration, théoricien de l'orléanisme, né à Lausanne d'une famille protestante d'origine française. Venu en France dès 1795, il a élaboré ses théories sous le Premier Empire.
9. François Pierre Guillaume Guizot (1787-1874) élevé à Genève où sa famille avait émigré et où il a reçu une éducation calviniste. Arrive à Paris en 1805. Il crée le Parti des doctrinaires.
10. Duc de Chartres, frère du comte de Paris
11. 20 bonapartistes., 150 républicains, 40 libéraux, 400 royalistes (214 orléanistes).
12. Listes de l'Oise, Manche et Haute-Marne.
13. Edme-Patrice, comte de Mac-Mahon, noble légitimiste d'origine irlandaise : 1828 Saint-Cyrien ; 1830 expédition d'Alger ; 1848 Gal ; 1855 se distingue à Malakoff ; 1856 duc de Magenta, 1859 Mal ; 1871 chef de l'armée des versaillais. 1873 Élu Pt au 1er tour par 391 voix.